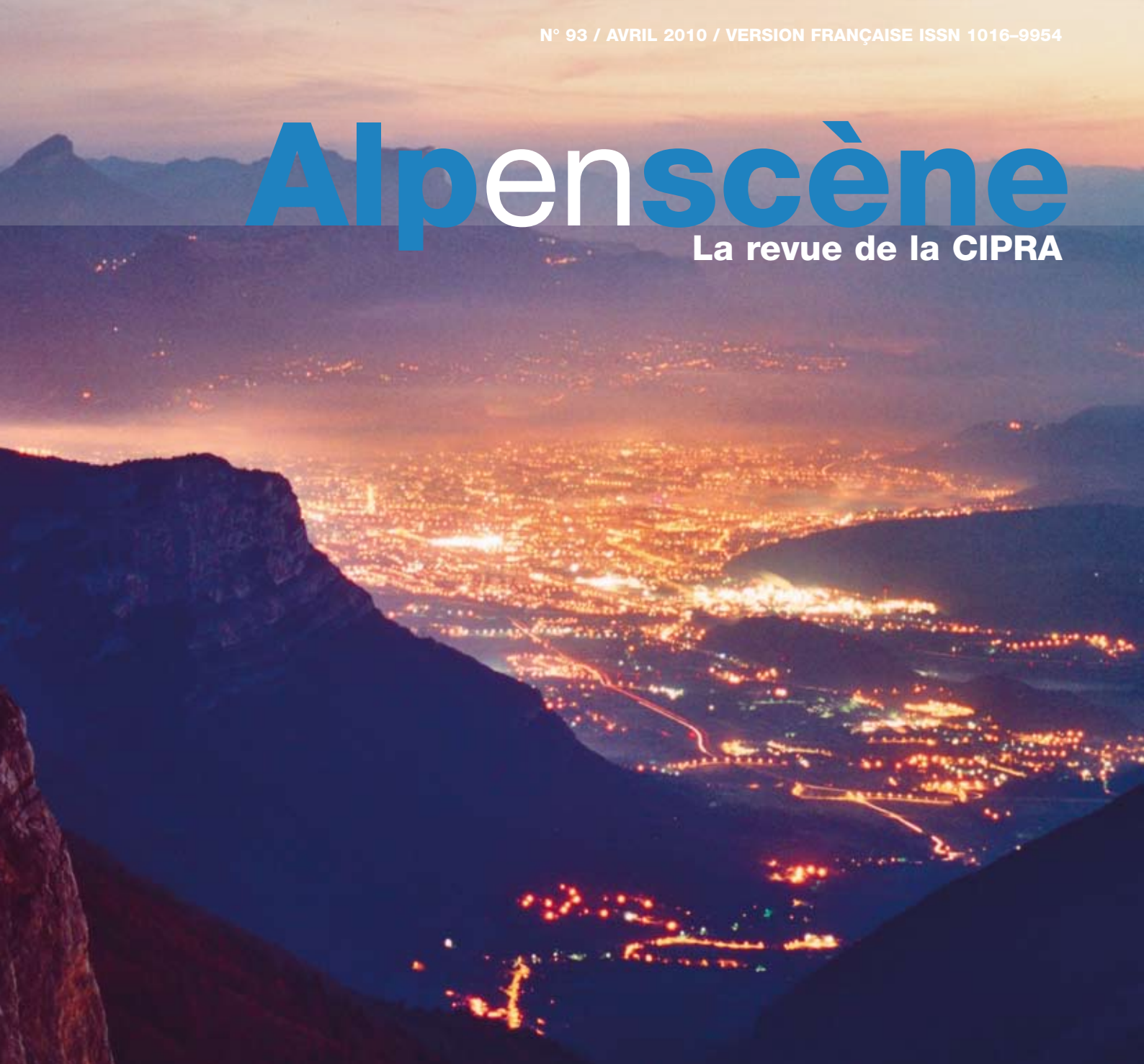


Alpenscène

La revue de la CIPRA



La croissance à tout prix ?

Les Alpes à la recherche du bonheur

Sommaire

Editorial page 3

Visages alpins

Urs Sprenger : « La croissance n'est pas un objectif en soi pour l'entreprise » **page 4**

Un modèle de croissance périmé

Le bien-être, la satisfaction et la qualité de vie sont-ils possibles sans croissance ? **page 5**

Les puits de pétrole ne couleront pas éternellement

L'ère pétrolière touche à sa fin **page 7**

Comment mesurer la qualité de vie ?

Cinq indices pour mesurer le bien-être et le bonheur **page 10**

Regard oblique

Martin Boesch : Voulez-vous le « marché total » ? **page 11**

Panorama

Le paysage au fil du temps **page 12**

« ... et à la fin, ce sera la panique »

Entretien avec Franz Josef Rademacher **page 14**

Planifier la décroissance

Le retrait planifié : un nouvel enjeu pour l'aménagement du territoire **page 17**

L'exemple de l'Est

L'ancienne RDA, précurseur en matière de déconstruction urbaine **page 20**

Regard oblique – Les communes en réseau au service du climat

« Alliance dans les Alpes » s'engage en faveur de mesures climatiques soutenables **page 21**

Par monts et par vaux page 22

Du pire au rire

Andreas Götz : Vous prendrez bien un peu de croissance, aujourd'hui ? **page 23**

Bande-annonce page 24



© Barbara Wülser - CIPRA International

« ... et à la fin, ce sera la panique »

Franz Josef Rademacher, membre du Club de Rome, esquisse des scénarios d'avenir possibles. Interview **p.14-16.**



© Marzia Verona

Planifier la décroissance

L'aménagement du territoire doit aujourd'hui assurer le retrait en bon ordre dans les communes en décroissance. Pourquoi ? Explications **p.17-19.**



© « Alliance dans les Alpes »

Les communes en réseau au service du climat

Dans son nouveau programme « dynAlp-climate », le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » élabore des stratégies afin que les communes soient mieux armées pour faire face au changement climatique. Pour en savoir plus : **p. 21.**

CIPRA, UNE ORGANISATION AUX ACTIVITÉS ET AUX VISAGES MULTIPLES

La Commission Internationale pour la Protection des Alpes, la CIPRA, est une organisation faîtière non gouvernementale avec des représentations nationales dans sept pays alpins ; elle regroupe plus de cent associations et organisations. Elle œuvre pour un développement durable dans les Alpes, comprenant la préservation du patrimoine culturel et naturel, de la diversité régionale, ainsi que la proposition de solutions transnationales répondant aux problèmes rencontrés dans l'espace alpin.

MENTIONS LÉGALES

Bulletin d'information trimestriel de la CIPRA / Paraît jusqu'à quatre fois par an en version française, allemande, italienne et slovène. Éditeur : **CIPRA International**
 Rédaction : Barbara Wülser (rédactrice en chef), Andreas Götz / Autres auteurs : Dominik Siegrist, Barbara Wülser, Jürg Minsch, Daniele Ganser, Martin Boesch, Gerlind Weber, Elisabeth Mair, Claudia Pfister, Andreas Götz / Traductions : Franca Elegante, Nataša Leskovic-Uršič, Violaine Simon, Denise Setton / Relecture : Caroline Begle (de), Marie Billet (fr), Mateja Pirc (sl), Serena Rauzi (it)
 Concept graphique : Atelier Silvia Ruppen, Vaduz
 Mise en page : Elisabeth Mair
 Impression : Gutenberg AG, Schaan/FL
 Tirage : 15 100 exemplaires
 La reproduction des articles de cette revue est autorisée sur demande et à condition d'indiquer les sources.
 Exemplaire souhaité après parution.
 Abonnements : Alpenschène peut vous être envoyé gratuitement par **CIPRA International**
 international@cipra.org, www.cipra.org
 Tél. 00423 237 53 53 Fax 00423 237 53 54
 Im Bretscha 22, FL-9494 Schaan

COMITÉS NATIONAUX

CIPRA Österreich c/o Umwelt Dachverband
 Alser Strasse 21/5, A-1080 Wien
 Tél. 0043 1 401 13 36, Fax 0043 1 401 13 50
 oesterreich@cipra.org, www.cipra.org/at
CIPRA Schweiz Postfach 22, CH-3800 Interlaken
 Tél. 0041 33 822 55 82, Fax 0041 33 822 55 89
 schweiz@cipra.org, www.cipra.org/ch
CIPRA Deutschland Heinrichgasse 8
 D-87435 Kempten / Allgäu
 Tél. 0049 831 52 09 501, Fax: 0049 831 18 024
 info@cipra.de, www.cipra.de
CIPRA France 5 Place Bir Hakeim, F-38000 Grenoble
 Tél. 0033 476 48 17 46, Fax 0033 476 48 17 46
 france@cipra.org, www.cipra.org/fr
CIPRA Liechtenstein c/o LGU
 Im Bretscha 22, FL-9494 Schaan
 Tél. 00423 232 52 62, Fax 00423 237 40 31
 liechtenstein@cipra.org, www.cipra.org/li
CIPRA Italia c/o Pro Natura
 Via Pastrengo 13, I-10128 Torino
 Tél. 0039 011 54 86 26, Fax 0039 011 503 155
 italia@cipra.org, www.cipra.org/it
CIPRA Slovenija Trubarjeva 50, SI-1000 Ljubljana
 Tél. 386 (0) 59 071 322 Fax 386 (0) 59 071 321
 slovenija@cipra.org, www.cipra.org/sl

REPRÉSENTATION RÉGIONALE

CIPRA Südtirol c/o Dachv. für Natur- und Umweltschutz
 Kornplatz 10, I-39100 Bozen
 Tél. 0039 0471 97 37 00, Fax 0039 0471 97 67 55
 info@umwelt.bz.it, www.umwelt.bz.it

MEMBRE ASSOCIÉ

Nederlandse Milieu Groep Alpen (NMGA)
 Keucheniusshof 15, 5631 NG Eindhoven
 Tél. 0031 40 281 47 84
 nmga@bergsport.com, www.nmga.bergsport.com

© Rainer Kwitek / Zeitspiegel



Chère lectrice, cher lecteur,

Dans son rapport intitulé « Les limites de la croissance », le Club de Rome décrivait, il y a bientôt 40 ans, l'état de la planète et la nécessité d'une nouvelle orientation mondiale. Aujourd'hui, on constate que les problèmes ne sont pas résolus, mais qu'ils se sont au contraire aiguisés. La logique de croissance économique dévoile de plus en plus ses limites. La problématique du climat et le pic de production du pétrole en sont des exemples flagrants. Les Jeux Olympiques et d'autres grands projets récents montrent clairement que les Alpes ne peuvent se soustraire à cette question. Avec la crise économique actuelle, il devient d'autant plus urgent de penser et d'agir différemment : continuer comme si de rien n'était n'a aucun avenir, ni au plan économique, ni au plan écologique.

A l'occasion de sa 53ème conférence annuelle en septembre dernier, la CIPRA s'est emparée de ce thème sous le titre « La croissance à tout prix ? Les Alpes à la recherche du bonheur ». Si l'on en juge d'après la vivacité des débats, c'est un thème qui polarise. Faut-il fondamentalement refuser la croissance ? Peut-il y avoir une croissance qualitative ? Est-il nécessaire d'avoir une vision différenciée selon les régions ?

Il ne s'agit pas de nous lamenter sur notre sort. A l'échelle mondiale, les Alpes ne sont pas les grandes perdantes de cette spirale de croissance obsolète. Au contraire, on a besoin en urgence de leur solidarité avec les autres régions montagneuses du monde, à travers par exemple des partenariats internationaux comme ceux auxquels participe aussi la CIPRA. En raison de sa position particulière au sein de l'Europe, l'espace alpin se prête à la discussion et à l'expérimentation de nouvelles recettes.

Dans cette revue, vous trouverez non seulement des recettes pour une décroissance heureuse, mais aussi des informations de fond sur les mécanismes qui agitent le monde. Daniele Ganser, chercheur pour la paix, démontre à quel point notre niveau de vie dépend de la ressource limitée qu'est le pétrole. Franz Joseph Radermacher, expert en mondialisation, membre du Club de Rome, décline trois scénarios d'avenir possibles. Gerlind Weber, spécialiste en aménagement du territoire, présente des pistes possibles pour un processus de décroissance maîtrisée dans les communes alpines. Et dans notre nouvelle rubrique : « Visages alpins », la parole est donnée à un représentant du monde économique qui a banni depuis longtemps la croissance comme but en soi dans sa stratégie d'entreprise. Je vous souhaite une lecture agréable et stimulante de cet Alpenschène brûlant d'actualité.

Dominik Siegrist
 Président de CIPRA International

URS SPRENGER — SCHAAN/FL

« La croissance n'est pas un objectif en soi pour l'entreprise »

Urs Sprenger vit déjà depuis des années ce que les patrons en échec pratiquent aujourd'hui : il mise sur les valeurs plutôt que sur la croissance. Ce Liechtensteinois montre, par sa direction d'entreprise éprouvée, que les valeurs prônées ne sont pas seulement bonnes pour la brochure de l'entreprise.

Ce qu'Urs Sprenger a dit ce jour-là sur le podium n'était pas ce que le public attendait. Non pas que les participants soient déconcertés par des phrases telles que : « La logique de la croissance conduit à la crise. », ou « Chaque entreprise devrait se préparer à amorcer une phase de consolidation et de décroissance. » Mais l'entrepreneur liechtensteinois avait été invité à la conférence de Gamprin en tant que représentant de l'industrie. Et, en tant que tel, cet homme en costume-cravate était tout de même censé être là pour défendre le principe de croissance.

De fait, il n'avait pas été possible de trouver un représentant « classique » de l'industrie pour le podium de la conférence internationale : le thème de la décroissance continue à avoir une connotation négative pour les industriels, ou il est tout simplement ignoré.

« Rares sont les entreprises qui ont engagé une réflexion sur le processus de décroissance », déclare le propriétaire de NeuElektrik AG et Neutrik AG, deux entreprises liechtensteinoises.

Les questions de société priment

Dans les bureaux sobres, mais élégants du siège de son entreprise à Schaan, les propos d'Urs Sprenger sont moins déconcertants que sur le podium. Pourtant, derrière des mots tels que position sur le marché, valeurs, innovation, attractivité et productivité se cache la conscience aiguë d'une mission. Pour cet entrepreneur, il est important que son message soit bien reçu. Cet homme réservé choisit ses mots avec discernement : « La crise économique nous oblige à nous demander quelles sont les questions vraiment cruciales. » Quelle est notre légitimation ? Qu'appor-

tons-nous à la région, à la société ? Que faisons-nous de notre environnement ? Selon Urs Sprenger, la croissance n'est pas une priorité pour l'entreprise, mais un sous-produit, un effet secondaire. « Peu importe que notre taux de croissance atteigne 8 %, 10 %, ou - 2 %. »

Son entreprise Neutrik AG fournit 1500 modèles de connecteurs à l'industrie du divertissement dans 120 pays. Elle a bien surmonté la crise, malgré une baisse à deux chiffres de son chiffre d'affaires. Pourtant, Urs Sprenger a lui aussi tiré des leçons de la crise : la prévention est importante, le conservatisme est de nouveau apprécié dans la gestion de l'entreprise, et sa gestion des risques, qui prévoit des fluctuations de plus-moins 30 %, a fait ses preuves.

« Nous sommes en décroissance »

Lorsqu'Urs Sprenger avait fait une conférence sur la durabilité, il y a bientôt dix ans au Rotary Club local, le terme était relativement nouveau en économie. Il fallait lui donner un contenu. Depuis, il écrit et intervient régulièrement sur la durabilité et la gouvernance d'entreprise, notamment à la Haute Ecole du Liechtenstein, et conseille les entreprises en difficulté. D'après lui, les gens ont compris aujourd'hui que les recettes du passé ne sont pas celles de l'avenir. Pourtant, la décroissance est en général considérée comme une menace. Il s'agit de surmonter cette peur. « La question n'est pas de savoir si nous voulons la décroissance ou non : nous y sommes déjà. » Urs Sprenger veut montrer que le processus de décroissance recèle de grandes chances, si on l'aborde résolument. « S'engager sur la voie d'une décroissance maîtrisée ne signifie pas seulement devenir plus petit, mais aussi devenir autre. » ■



© Caroline Begle - CIPRA International

D'un petit pays au vaste monde

Urs Sprenger est directeur de NeuElektrik AG et président du conseil d'administration de Neutrik AG, deux entreprises qui ont leur siège à Schaan/FL. Alors que NeuElektrik AG travaille surtout au Liechtenstein et dans le Vorarlberg dans la construction de systèmes de contrôle et l'ingénierie électrique, Neutrik AG exporte des connecteurs dans le monde entier à partir du Liechtenstein. Cet homme de 45 ans a repris l'entreprise de son père après des études d'ingénieur en informatique à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich/CH (EPFZ) et un doctorat en économie à l'Université de Saint-Gall/CH. Urs Sprenger est en outre consul honoraire de Roumanie au Liechtenstein. Il habite à Schaan/FL et Berneck/CH.

www.neutrik.com (de/en)
www.neuelektrik.li (de)

Barbara Wülser
 CIPRA International



Le bien-être, la satisfaction et la qualité de vie sont-ils possibles sans croissance ?

Un modèle de croissance périmé

Tout ira toujours mieux dans le meilleur des mondes – à condition que le niveau de vie continue d'augmenter. Personne ne demande quel en est le prix à payer. Un jour, pourtant, le système risque de s'effondrer. La crise économique en a donné un avant-goût. Certains secteurs des Alpes font partie des perdants. Mais les Alpes, dans leur ensemble, pourraient être au bout du compte gagnantes si elles relèvent le défi.

La croissance du niveau de vie est une aspiration essentielle, du moins dans notre culture occidentale. Peut-être est-elle même inhérente à la nature humaine. Quoiqu'il en soit, d'une question personnelle, elle s'est transformée en un postulat politique : l'État moderne est devenu le garant de la croissance du bien-être matériel. Un souhait personnel s'est mué de facto en un droit.

Depuis 1950, la croissance est un objectif central de la politique économique, et la croissance du produit national une référence magique. Cela s'expliquait parfaitement dans le contexte de l'époque : après la deuxième guerre mondiale, il fallait sortir de l'économie de pénurie et pacifier l'Europe. Nous avons alors adopté un modèle de prospérité, toujours en vigueur aujourd'hui, qui s'accommode de l'augmentation des nuisances écologiques, en particulier à l'échelle mondiale, avec les problèmes économiques, politiques et sociaux que cela entraîne. La prospérité des pays industrialisés s'est construite sur la disponibilité de ressources naturelles bon marché, ainsi que sur l'impuissance et la capacité de souf-

france des populations dans ce qu'on appelle le tiers monde. L'un des aspects les plus problématiques de ce modèle de prospérité est le fait qu'il s'appuie sur une politique de ressources bon marché. La recette : assurer la croissance économique par la baisse du coût des facteurs de production. L'État moderne est donc prêt à presque tout pour assurer une exploitation immodérée de la nature, sous la forme d'énergies, de matières premières, d'élimination des déchets, de mobilité et de risques technologiques bon marché, et à travers l'aménagement de vastes territoires. Les instruments utilisés sont multiples. Les réductions de prix directes et indirectes sous la forme d'exonérations et d'avantages fiscaux, de subventions ou de limitations de responsabilité ne sont que la partie visible de l'iceberg. Les effets négatifs de l'accroissement de la prospérité comme la destruction de l'environnement ou l'injustice sociale sont tout simplement ignorés. En revanche, la diplomatie et, de plus en plus aussi les interventions militaires sont mises activement au service de la recherche de ressources bon marché.

La CIPRA prépare un terreau d'idées neuves pour les Alpes

Lors de sa conférence annuelle intitulée « La croissance à tout prix ? Les Alpes à la recherche du bonheur » en septembre 2009 à Gamprin/FL, la CIPRA a ouvert très largement les perspectives et inscrit le thème de la conférence dans une vision mondiale des circuits et des modes d'action. Elle s'est penchée aussi étroitement sur la situation dans les Alpes, où ces phénomènes mondiaux se répercutent.

La conférence a eu un écho très positif auprès des 200 participantes et participants de tous les pays alpins. Pour échapper à la tyrannie de la croissance, nous avons besoin d'idées neuves pour assurer le bien-être, la satisfaction et la qualité de vie des populations. Sur ce point, tout le monde était d'accord. La CIPRA a résumé les principaux résultats de la conférence en dix thèses. Une réorientation fondamentale est nécessaire dans la politique économique, avec des réformes fiscales écologiques et une nouvelle politique climatique. Les circuits économiques régionaux doivent prendre le relais de la croissance à tout prix qui prévaut actuellement. La réduction des surcapacités et le démontage des infrastructures doivent cesser d'être tabou. Il faut développer pour les régions en décroissance des visions positives mettant l'accent sur le bien-être collectif et le bonheur plutôt que sur la croissance. La CIPRA réclame aussi un renversement de la tendance dans l'exploitation de la nature et des paysages. Dernier point, et non des moindres, les initiatives prises dans les Alpes doivent être soutenues par une « politique extérieure alpine », pour élaborer des conditions et des politiques appropriées au niveau national, européen et mondial. La Convention alpine peut, sur ce plan, contribuer à la gouvernance mondiale et à l'instauration d'une politique économique et structurelle à l'échelle de la planète (voir encadré page 15).

Barbara Wülser
CIPRA International
www.cipra.org/fr/jf09

Au-delà de l'effet de croissance immédiat, ces pratiques ont un effet protectionniste. Elles permettent de faire baisser le prix de la production locale, par rapport notamment à celle des pays en développement. A côté de cette forme moderne de protectionnisme subtile, mais très efficace, les mesures isolationnistes traditionnelles continuent d'exister, et s'accroissent même aujourd'hui, à la faveur de la crise : limitation des importations, droits de douane à l'importation, subventions à l'exportation, subventionnement des mesures de garantie de l'investissement et des risques à l'exportation.

La démocratie et l'économie de marché sur la défensive

Il n'est donc pas étonnant que les atteintes à l'environnement et les disparités économiques continuent globalement de s'aggraver, malgré les tentatives bien intentionnées de corriger le tir ou de compenser les déséquilibres a posteriori, par le biais des politiques environnementale et sociale ou de la politique de développement. Nous commençons à être à l'étroit sur notre planète ! Et la question qui se pose est de savoir si tous ces problèmes de pénurie peuvent être résolus pacifiquement, ou si les conflits vont augmenter.

A l'heure où l'on souhaiterait que la démocratie et l'économie de marché soient des mécanismes d'innovation et de résolution de problèmes, voilà qu'elles se mettent sur la défensive. Le modèle de l'économie de marché démocratique est défié par le modèle de l'économie de marché autoritaire pratiquée entre autres par la Chine. Parallèlement, de récents sondages montrent que la démocratie et ses institutions perdent massivement en crédibilité auprès de la population. Il en va de même pour l'économie de marché, discréditée par les dysfonctionnements des marchés financiers et la crise qu'ils ont déclenchée. Face à ces constats, pas de doute : notre modèle de croissance et de prospérité a besoin d'être revu.

Quelles sont les chances des Alpes ?

Dans quelle mesure les Alpes sont-elles concernées par les enjeux de la croissance ? La réponse est difficile, et il convient de nuancer. Certaines régions des Alpes ont profité de la croissance, mais elles souffrent actuellement de la crise économique au même titre que les régions marginales déjà victimes de la croissance. En raison de leurs écosystèmes sensibles, on peut même affirmer que les Alpes sont globalement victimes de la spirale de croissance. Elles sont particulièrement affectées par les changements écologiques, avec les conséquences qui s'ensuivent pour l'économie et la société. Deux choses sont claires : premièrement, il n'y a pas de voie royale vers le bonheur dans les Alpes en termes de bien-être, de satisfaction et de qualité de vie. Deuxièmement, les retouches et modifications mineures apportées jusqu'à présent ne suffisent pas. Il faut des réorientations profondes. En raison de leur topographie, de l'importance de leurs espaces naturels et de leurs potentiels parfois limités, les Alpes peuvent être une région modèle pour une nouvelle conception de la vie. Sauront-elles profiter de la crise pour se transformer ?

Jürg Minsch
minsch sustainability affairs, Zurich/CH



© CIPRA International

L'ère pétrolière touche à sa fin

Les puits de pétrole ne couleront pas éternellement

Les découvertes de pétrole atteindront leur maximum au cours des 20 prochaines années. Comment le monde étanchera-t-il ensuite sa soif d'énergie ? Impossible de le dire aujourd'hui. Une seule chose est sûre : en même temps que le pic pétrolier, ce sont aussi les limites de la croissance matérielle qui seront atteintes. Le prix du pétrole va augmenter massivement. Les Alpes devront elles aussi s'adapter.



© David Dodge - The Pembina Institute www.pembina.org

Exploitation sans état d'âme : l'extraction de pétrole dans les sables bitumineux du Canada a un impact massif sur l'environnement

Le pétrole est de loin la principale source d'énergie mondiale. Il n'est extrait industriellement que depuis 1859, soit depuis un peu plus de 150 ans. Durant cette période relativement courte d'un point de vue historique, l'afflux continu d'énergie bon marché a fondamentalement transformé notre monde. Dans les pays industrialisés, la prospérité a fait un bond inouï.

Le pic pétrolier est une loi de la nature

Cependant, les réserves de pétrole sont limitées. Dans les prochaines décennies, la production mondiale de pétrole atteindra son maximum, ce qu'on appelle le pic pétrolier, pour décliner ensuite (voir graphique 1, page 9). Après le pic pétrolier, il y aura encore du pétrole, mais sa quantité diminuera chaque année. Cette réduction de l'offre pourrait engendrer des luttes pour la répartition des réserves de pétrole, ainsi que des crises énergétiques. Et finalement, en l'an 3000, en se penchant sur

notre époque, un historien pourra dire : « C'était l'âge du pétrole : une époque turbulente, mais révolue. »

Aux Etats-Unis, l'extraction de pétrole a atteint son maximum dès 1970. Le pic a ensuite été atteint par la Norvège, la Grande-Bretagne, la Roumanie, l'Egypte et le Mexique : leur production chute aujourd'hui. Question angoissante : qui peut compenser ces déficits et couvrir les besoins croissants des pays émergents que sont la Chine et l'Inde ? La Russie semble avoir atteint un plafond. Quant à savoir si l'Arabie saoudite, le Nigéria et l'Irak peuvent encore augmenter leur production et dans quelle mesure, les avis divergent. Le Nigéria et l'Irak souffrent de troubles et de guerre. L'Indonésie, qui a aussi atteint le pic, a même dû se retirer de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC) en mai 2008, lorsqu'elle est devenue importatrice net de pétrole. On constate aussi des problèmes au Venezuela et en Iran : le carburant y est bon marché, la

consommation augmente, la quantité disponible pour l'exportation diminue. Shell le déplorait en juin 2007 : « La production recule dans de nombreux gisements conventionnels à travers le monde, au moment où la demande énergétique s'accélère ». Les signes sont clairs : il y a encore du pétrole, mais le temps du pétrole bon marché est révolu.

Les experts ne sont pas d'accord sur le moment où surviendra le pic pétrolier mondial. Cependant, tous s'accordent pour dire que l'exploitation du pétrole ne peut pas augmenter indéfiniment. L'extraction mondiale atteignait un million de barils (de 159 litres) par jour en 1914, six millions de barils en 1945. Une véritable ivresse pétrolière est survenue pendant les 50 dernières années. Aujourd'hui, la production journalière atteint 85 millions de barils. Jusqu'où cela peut-il encore grimper ? La compagnie pétrolière française Total avertit que le pic pétrolier est proche. « Nous pouvons nous estimer heureux si nous atteignons 100 millions de barils » disait le patron de Total, Christophe de Margerie, en 2007. Un peu plus tard, en février 2009, il corrigeait son pronostic à la baisse : « Nous ne dépasserons jamais 89 millions de barils. » D'après Total, nous sommes donc déjà dans la zone du pic pétrolier. Dicté par les lois de la nature, il est inéluctable. Nous atteignons donc les limites de la croissance matérielle.

Une valse des pronostics

Tous les ans en novembre, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) publie le « World Energy Outlook » (WEO). Cet ouvrage, qui fait autorité en matière d'approvisionnement énergétique mondial, est utilisé par les gouvernements d'Europe, et donc aussi ceux des pays alpins, pour établir leur planification énergétique à long terme.

Pour la recherche sur le pic pétrolier, le chiffre le plus important du rapport est celui qui annonce le maximum de production du pétrole. Fait étonnant, le chiffre indiqué ne cesse de changer. D'année en année, l'AIE a dû corriger ses pronostics à la baisse. Dans le WEO 2005, l'AIE déclarait encore que la production mondiale de pétrole pourrait atteindre 120 millions de barils

d'ici 2030, et que le pic pétrolier était encore très loin. L'AIE a dû ensuite corriger cette estimation à la baisse, d'abord à 116 millions de barils, puis à 105 millions dans le rapport 2008.

Pourtant, si l'on étudie les graphiques du WEO 2009 de plus près, on constate que les gisements pétroliers en exploitation s'effondrent déjà (cf. p. 9, graphique 2, partie bleu foncé). Pour parvenir, malgré tout, à 105 millions de barils par jour en 2030, l'AIE a introduit de nouvelles catégories de pétrole brut, qui se réfèrent aux gisements encore à découvrir, aux gisements existants à développer, ou aux méthodes de récupération améliorée du pétrole (cf. p. 9, graphique 2). On se demande si cette quantité pourra jamais être produite, et comment. Sur la base de ce graphique controversé, l'AIE déclarait dans le WEO 2009 que la consommation de pétrole atteindrait 105 millions de barils par jour en 2030. Pourtant, ce chiffre semble irréaliste, comme l'a avoué dernièrement au journal britannique « The Guardian » une personne bien informée de l'AIE, qui n'a pas voulu dévoiler son nom. « Le chiffre de 120 millions de barils pour 2005 était déjà une absurdité », a-t-il déclaré. « Et les chiffres actuels sont eux aussi exagérés, l'AIE le sait. Nombreux sont ceux qui, au sein de l'AIE, croient qu'il sera impossible de maintenir la production entre 90 et 95 millions de barils par jour. Mais si les chiffres baissent encore, certains craignent que cela ne déclenche la panique sur les marchés financiers. »

Moins de fret et plus de touristes dans les Alpes

Depuis les avertissements du Club de Rome dans les années 1970, on sait que le pétrole et le gaz naturel ne sont disponibles qu'en quantité limitée, et qu'il y aura un jour une crise. Toutefois, la plupart des gens ignorent encore que, selon toute probabilité, le pic pétrolier sera atteint avant 2020. « Nous devrions abandonner le pétrole avant qu'il ne nous abandonne » conseille Fatih Birol, économiste en chef de l'AIE. Ces avertissements devraient être pris au sérieux.

Le pic pétrolier confronte les régions alpines à de nouveaux enjeux. Tout ce qui ne peut pas être produit dans les Alpes doit y être importé. Les transports sont aujourd'hui bon marché. Après le pic pétrolier, ils seront plus onéreux. Cela signifie que les coûts augmenteront dans différents secteurs. Cela ne concerne pas seulement la mobilité, mais aussi le transport des marchandises et le chauffage au fioul. Il faut donc s'adapter et promouvoir les bâtiments bien isolés, les voitures légères et économes ainsi que les énergies renouvelables. D'autre part, les vols internationaux seront sans doute nettement plus chers après le pic pétrolier, ce qui devrait inciter les Européens à passer leurs vacances dans les Alpes plutôt qu'aux Caraïbes. ■

Daniele Ganser

Directeur de la recherche sur le pic pétrolier
au Séminaire d'histoire de l'Université de Bâle/CH,
président de l'Association suisse pour l'étude du
pic du pétrole et du gaz (ASPO CH)

www.danieleganser.ch (de/en)

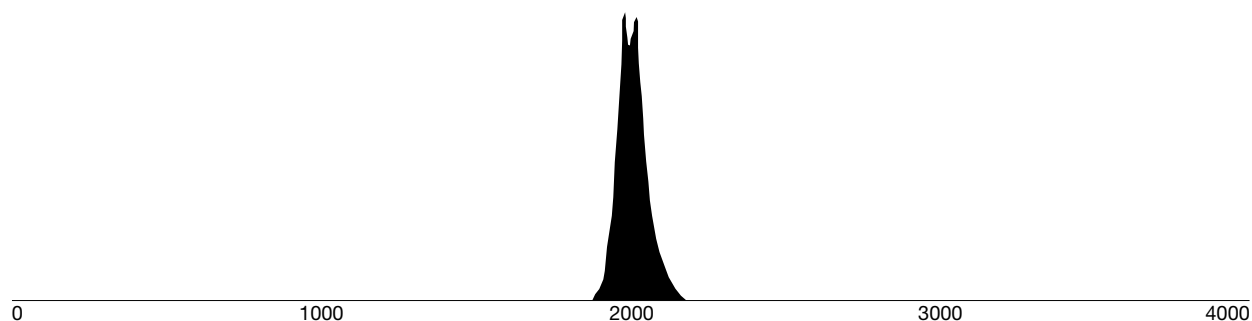
www.peakoil.ch (de/fr/it/en)

**Une nouvelle chance pour le tourisme dans
les Alpes en temps de pénurie pétrolière ?**



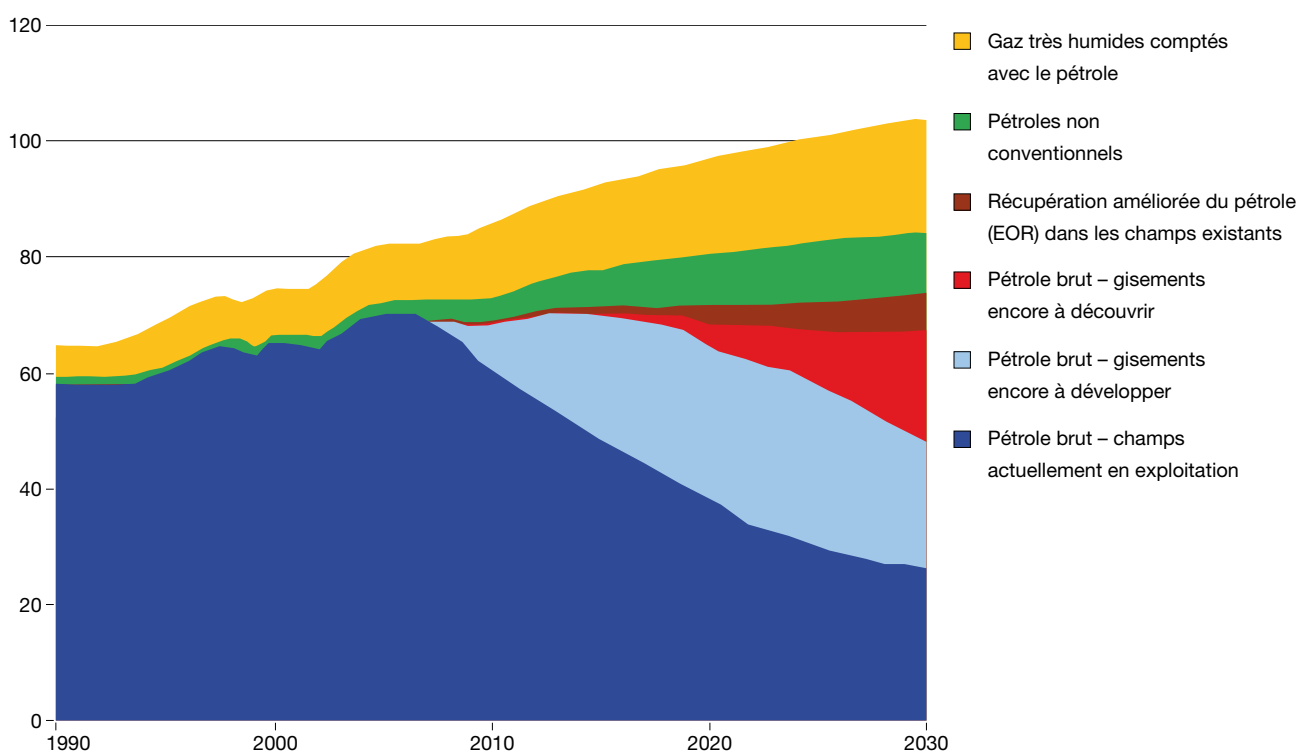
© Artur Riegler

© Kjell Aleklett

Graphique 1 - L'ère pétrolière vue avec le recul

Avec du recul, l'âge du pétrole n'est qu'un bref épisode de l'histoire de l'humanité. Il prendra probablement fin en 2100 au plus tard.

© OECD/IEA - 2008

Graphique 2 - La production mondiale de pétrole en 2008

Graphique enjolivé : à l'heure actuelle, les découvertes de pétrole diminuent déjà, comme l'illustre la partie bleu foncé du graphique de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). Pour parvenir, malgré tout, aux 105 millions de barils nécessaires en 2030, l'AIE a introduit de nouvelles catégories de pétrole brut, qui se réfèrent aux gisements encore à découvrir, aux gisements existants à développer, ou aux méthodes de récupération améliorée du pétrole (champs marron, rouge et bleu clair du graphique).

Comment mesurer la qualité de vie ?

Il existe dans de nombreux domaines des instruments de mesure appropriés : la montre pour le temps, le mètre pour les distances, la balance pour le poids. Mais comment évalue-t-on le bien-être ? Quelques exemples.

Photo en arrière-plan © Elke Rhon

Indice de Progrès véritable

L'Indice de progrès véritable (IPV) ajoute quelques dimensions essentielles au PIB. Le travail domestique, par exemple, est calculé comme si on employait une personne extérieure. En outre, l'IPV augmente ou diminue selon la part des pauvres dans le revenu national.

L'exploitation des ressources naturelles est présentée par le PIB comme une recette courante, tandis que l'IPV le présente comme une dépense courante. Alors que, pour le PIB, les répercussions de la pollution de l'environnement sont positives à double titre, à la production et à l'élimination, le coût de l'impact de la pollution sur la santé humaine et sur l'environnement est retranché de l'IPV. La perte de qualité de vie engendrée par la faible durabilité d'un produit est aussi prise en compte. L'IPV est un dérivé de l'Indice de bien-être économique soutenable (IBES).

www.rprogress.org (en)

Le Bonheur national brut

Le Bonheur national brut ou Gross National Happiness (GNH) tente de définir le niveau de vie en termes holistiques, psychologiques et humanistes. Il a été conçu en 1972 par Jigme Singye Wangchuck, roi du Bhoutan, pour permettre d'apprécier à leur juste valeur la culture unique et les valeurs bouddhistes de ce pays. Les quatre piliers du Bonheur national brut sont la promotion d'une société et d'un développement économique socialement équitables, la sauvegarde et la promotion des valeurs culturelles, la protection de l'environnement et l'implantation de bonnes structures de gouvernement et d'administration. Les critiques déplorent le fait que le BNB soit difficile à mesurer objectivement et dépende d'un certain nombre de jugements de valeur subjectifs.

www.grossnationalhappiness.com (en)

Indice de Développement humain

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) évalue le développement humain dans différents pays, en combinant des indicateurs mesurant le PIB, la santé et l'éducation. L'Index de Développement humain (IDH) prend en compte trois domaines : l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes combiné au taux de scolarisation, ainsi que le pouvoir d'achat réel par habitant.

La Norvège arrive en tête des 182 pays classés, le Niger occupant la dernière place. La France, la Suisse et l'Autriche occupent les 8ème, 9ème et 14ème rangs, l'Italie et le Liechtenstein les suivent aux 18ème et 19ème rangs, tandis que l'Allemagne et la Slovaquie arrivent en 22ème et 29ème position.

www.undp.org (en/fr)

Produit intérieur brut

Conçu dans les années 1930, le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur le plus utilisé pour mesurer une économie de marché. La méthodologie est clairement définie et standardisée. Le PIB permet ainsi d'effectuer des comparaisons et des agrégations au niveau international. Il résume en une donnée le niveau économique d'un Etat.

L'évolution du PIB dans le temps sert d'indicateur principal de croissance pour l'activité. Il exprime en un seul chiffre la valeur marchande totale de tous les produits finis et services réalisés pendant une période donnée. D'innombrables facteurs ne sont cependant pas pris en compte, tels que l'éducation des enfants dans les familles, le gaspillage des ressources, etc. Le PIB est, de ce fait, de plus en plus critiqué.

www.beyond-gdp.eu (de/fr/en)

Indice de Bien-être national

L'Indice de Bien-être national (Nationaler Wohlfahrtsindex, NWI) tient compte des composantes du bien-être négligées dans le PIB telles que le travail domestique ou les activités bénévoles. En revanche, les dégradations de l'air, du sol, de l'eau, de la santé ou des transports et la diminution du capital naturel en matière de sols, de forêts, de ressources, de biodiversité ou de climat y sont portées au passif. Les facteurs sociaux tels que la juste répartition des richesses, les dépenses publiques consacrées aux systèmes d'éducation et de santé et la criminalité influent aussi sur le NWI.

www.polsoz.fu-berlin.de (de/en)

www.fest-heidelberg.de (de/en)

Voulez-vous le « marché total » ?

Croissance, innovation et changement sont devenus des mots galvaudés dans le débat sur la politique de développement, constate le géographe économiste Martin Boesch. Pour lui, la question décisive est de savoir comment atteindre la justice sociale et économique à l'échelle mondiale.

Chaque entreprise, chaque secteur, chaque région cherche dans la fuite en avant une issue à la crise. Si l'on ne regarde pas plus loin que le bout de son jardin, cela semble une bonne méthode. Mais que va-t-il se passer si certains croissent plus vite que d'autres ? Les écarts ne vont-ils pas encore se creuser malgré les améliorations apparentes ? Selon les théories économiques, l'ouverture des frontières et la multiplication des relations commerciales ne peuvent être que bénéfiques, car elles ouvrent des débouchés illimités. On oublie en revanche que cela expose le marché intérieur à une concurrence tout aussi illimitée. La mondialisation s'accompagne aussi de dumping social : on produit dans les pays à plus bas salaires, là où la réglementation environnementale est la plus laxiste. Pour que les échanges profitent à tous les partenaires économiques et pour assurer des prix équitables, on a donc besoin de règles claires et contraignantes pour tous en matière de réglementation écologique et sociale, et en matière de qualité des produits. Et il faut bien sûr que ces règles soient appliquées.

Les écarts se creusent

Les conditions de vie et de production ne sont pas les mêmes partout, et les populations ne sont pas armées partout de la même manière. Les régions privilégiées font tout ce qu'elles peuvent pour conserver leurs avantages et les développer. Les métropoles vivent largement au-dessus de leurs moyens, aux dépens d'un vaste arrière-pays. Les inégalités existantes sont ainsi renforcées.

Selon la théorie, cette évolution est inéluctable, car le marché fixe les prix et règle tout. Et après tout, il semble que nous ayons tous crié « oui ! » très fort après la chute du mur, quand on nous a demandé : « Voulez-vous le marché total ? » Ce qu'on ne dit pas, dans cette histoire, c'est que le marché s'oriente sur le pouvoir d'achat. Les sans-le-sou ne peuvent pas suivre, et les inégalités

ne cessent donc de se renforcer. Les marchés ne sont pas des organismes de bienfaisance, mais un monde d'affaires impitoyable. Ce sont souvent de gigantesques machines de redistribution du bas vers haut, des périphéries vers les centres.

Qui va apprivoiser la bête féroce ?

Des modèles commerciaux réussis pour les régions et les populations défavorisées ne se limitent pas à atténuer les distorsions du marché par l'« autoexploitation » ou d'autres manipulations destinées à réduire les prix. Ce serait une atteinte déraisonnable et sans avenir aux principes de durabilité. Si l'on veut que, dans la périphérie, les entreprises, les institutions et les collectivités se développent avec succès et servent de modèles pour l'avenir, leur handicap structurel doit être compensé durablement.

Or, le marché n'est manifestement pas en mesure d'effectuer ce rééquilibrage, car personne n'est disposé à payer individuellement pour ce bénéfice collectif ;

personne ne veut se sacrifier pour des objectifs communautaires. Mais qu'advient-il si même le collectif, c'est-à-dire la politique refuse de prendre en charge cette mission qui permettrait d'assurer l'avenir, et d'instaurer des règles claires.

Ce qui vaut pour le marché, la concurrence et la croissance, s'applique aussi à la politique, qui n'est ni bonne ni mauvaise en soi : tout dépend de ce qui est décidé concrètement. La question reste donc posée : dans un monde globalisé et dérégulé, la politique est-elle capable de dompter la bête féroce appelée « marché total », avant qu'elle ne devore tout ? Ne nous reste-t-il plus qu'à nous aider par nos propres moyens dans le monde qui nous entoure, à proximité de chez nous ? Ce serait alors une déclaration de faillite pour tous les espoirs de société éclairée, et le passage à une nouvelle époque d'anarchie postmoderne. ■

A la croisée des chemins entre économie et nature

© Martin Boesch

Martin Boesch est professeur de géographie économique et d'aménagement du territoire à l'Université de St Gall/CH. Il est spécialisé dans les processus de transformation et le développement territorial entre métropoles et périphéries. Il a été Président de Pro Natura Suisse de 1994 à 2002.



Le paysage au fil du temps

La nouvelle maison du quartier dérange seulement au début. Et l'œil s'habitue rapidement à l'entrée monumentale du parking souterrain construit au centre du village. Nous ne percevons souvent les modifications de notre environnement que de façon ponctuelle, qu'elles soient réussies ou non. Seule la comparaison des photos fait apparaître l'ampleur des changements insidieux. Trois exemples en Allemagne, en Italie et en Suisse illustrent les traces laissées dans le paysage alpin par les phénomènes de croissance et de décroissance.

La rédaction d'Alpenscène

© Harald Antes



Tegernsee, Bavière/D vers 1907

© Harald Antes



vers 2000

L'estive dépeuplée

Jadis, en été, régnait une intense activité à Neraissa superiore, dans les Alpes cotiennes. Sur cet alpage à 1520 m au-dessus de la mer, on cultivait même la terre. En 1985, les derniers paysans abandonnèrent l'exploitation traditionnelle des surfaces agricoles. Cette évolution laisse des traces dans le paysage : alors que, vers 1979, arbres et arbustes étaient clairsemés, ils ont aujourd'hui totalement pris possession du lieu. On remarque aussi l'embroussaillage de la campagne proche des habitations au centre droit de la photo. Neraissa superiore appartient à un territoire touché par l'exode rural, d'où la population s'est quasi entièrement retirée (voir carte page 19). Six maisons du hameau sont encore utilisées occasionnellement pendant les vacances par des gens originaires de la vallée.

Comparaison photographique tirée du livre de Werner Bätzing : Orte guten Lebens. Die Alpen jenseits von Übernutzung und Idyll. Rotpunktverlag, Zurich 2009, p. 2.

© Werner Bätzing



Neraissa superiore, vallée de la Stura, Piémo

© Commune de Fläsch



Fläsch, Grisons/CH vers 1976

© Ralph Feiner



vers 2010



Le rêve de la petite maison au bord du lac a transformé le paysage

Vers 1907, il n'y avait pratiquement aucune maison sur les rives du Tegernsee dans les Alpes bavaroises. Toutes les grandes parcelles de terrain au bord du lac étaient utilisées pour l'agriculture. Des fermes isolées se dressaient au bord de ces parcelles, et quelques petits hameaux s'alignaient le long de la route d'accès au lac.

100 ans plus tard, l'image a changé : le rêve de la petite maison au bord du lac et l'attrait touristique du site ont engendré des constructions anarchiques et un mitage de l'espace. L'agriculture a perdu du terrain. Située à environ 50 km au sud de Munich, la région enregistre, comme presque tout l'espace alpin bavarois, une forte croissance démographique (voir carte page 18).

Comparaison photographique de Herbert Antes, lauréat du concours photographique de CIPRA Allemagne « Evolution des paysages dans les Alpes bavaroises ».

www.landschaftswandel.de (de)



nt/l vers 1979



vers 2004



Fläsch lauréat du prix Wakker

A 5 minutes de l'autoroute Coire-Zurich, à 10 minutes de la station de ski la plus proche, à 20 minutes des frontières autrichiennes, et de surcroît magnifiquement située dans la partie grisonne de la Vallée du Rhin, la commune de Fläsch subit une forte pression démographique due à l'attrait de son site. Cette commune marquée par l'agriculture connaissait depuis des décennies une croissance lente, mais continue. Le village paysan de jadis s'est fait viticole, et l'agriculture y garde ainsi sa place.

Les habitants de Fläsch veulent préserver et développer le caractère de leur village viticole. Un plan d'urbanisme exemplaire élaboré avec la Haute Ecole technique et économique de Coire fait courageusement front à l'invasion menaçante des constructions et ne recule pas non plus devant des actions foncières. Patrimoine suisse a décerné le prix Wakker 2010 à Fläsch pour récompenser ses efforts.

www.heimatschutz.ch (de/fr/it/en)

Entretien avec Franz Josef Rademacher

« ...et à la fin, ce sera la panique »

Dix milliards d'hommes peupleront le monde vers 2050, alors que les ressources s'amenuisent. Les Alpes ne seront pas épargnées par les bouleversements mondiaux. Pour venir à bout des défis de l'avenir, Franz Josef Rademacher réclame une politique de réglementation mondiale.

Monsieur Rademacher, êtes-vous un optimiste ?

Je suis un pessimiste optimiste.

Cela veut dire que vous vous efforcez de rester optimiste ?

...dans un contexte qui n'est pas facile.

Est-ce que cela a changé au fil des années ?

Mon point de vue sur la situation est resté relativement constant au cours des 30 dernières années. Il s'est passé beaucoup de choses pendant cette période, mais rien ne s'est vraiment amélioré. C'est un peu comme suivre un chemin de crête dans les Alpes : on n'est tombé ni à droite ni à gauche, on a continué d'avancer sur cette crête en direction de son extrémité. Mais un jour ou l'autre, il faudra décider où nous allons. Jusqu'à présent, nous avons

réussi à louvoyer, en gardant l'équilibre entre le positif et le négatif.

Dans l'étude du Club de Rome « Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance », Dennis Meadows disait déjà, en 1972, qu'il faudrait modifier les conditions de la croissance, pour ne pas aboutir à l'effondrement d'ici 2010. Depuis lors, la fracture sociale s'est agrandie, l'exploitation des ressources s'est accrue, les sources alimentaires tarissent, les réserves d'énergies fossiles seront épuisées dans quelques décennies. A quoi sert d'élaborer des scénarios si tout continue comme avant ?

Dennis Meadows, avec le Club de Rome, est pour beaucoup dans l'avènement d'une nouvelle pensée et d'un certain « découplage » entre les activités éco-

nomiques et une consommation d'énergie toujours plus élevée. Aujourd'hui, on parle de durabilité. Certains s'efforcent d'améliorer la productivité des ressources, d'autres se battent pour une meilleure gouvernance mondiale (voir encadré en bas de la page 15). Tout cela n'aurait pu se produire sans ce déclenchement. La crise financière mondiale nous a fait prendre conscience de problèmes jusqu'à présent insoupçonnés pour la plupart des gens. Dennis Meadows dirait : du côté des ressources, la situation a empiré. Mais côté gouvernance, avec la dissolution de l'Union soviétique et la constitution du G 20, formé des 20 principaux pays industriels et émergents, elle s'est améliorée. Tout reste donc en suspens. Mais nous ne pourrions pas supporter cet état d'incertitude indéfiniment.

Il n'y aura pas de justice mondiale sans un certain recul du niveau de vie chez nous, dans les pays riches. Comment faire passer cela politiquement ?

Cette thèse me paraît exagérée. Je crois qu'en agissant intelligemment, nous avons d'autres options. Si le monde riche collabore avec le monde actuellement pauvre par le biais d'une forme de financement transversal adéquate et d'un mode de gouvernance approprié, il peut enclencher des processus d'innovation technique et sociale extrêmement attractifs, qui peuvent nous permettre de garder notre niveau de vie sans problèmes, et aux autres de nous rattraper. Il est vrai que ce sera une forme de niveau de vie matériellement différente de celle d'aujourd'hui, mais qui lui sera au moins équivalente, grâce à de nouvelles technologies et de nouvelles règles.

Dennis Meadows dit aussi : il faut contrôler la croissance démographique, réduire les émissions polluantes et restreindre la consom-



© Barbara Wülser - CIPRA International

Un expert lucide

Franz Josef Rademacher est un expert très demandé sur des thèmes tels que la mondialisation, l'innovation, les conséquences de la technologie, la mobilité raisonnée, le développement durable et la surpopulation. Ce presque sexagénaire a acquis une notoriété internationale par son plaidoyer pour une économie de marché éco-sociale à l'échelle mondiale, et par son engagement dans l'« Initiative pour un Plan Marshall Global ». Celle-ci œuvre pour une mondialisation plus juste, pour un monde en équilibre. Rademacher a dirigé de 1987 à fin 2004 l'Institut de recherche pour le traitement du savoir appliqué (FAW) à Ulm/D, et, depuis 2005, l'institut qui lui a succédé, le FAW/n. Il est également professeur à l'Université d'Ulm dans le domaine des bases de données et de l'intelligence artificielle. Enfin, il est membre du Club de Rome depuis 2002.

Où en serons-nous vers 2050 ?

Franz Josef Rademacher estime que le monde sera peuplé de dix milliards d'habitants vers 2050 et ébauche les scénarios suivants :

- **Effondrement**, probabilité 15% : le problème climatique n'est pas réglé, le problème social à l'échelle mondiale n'est pas résolu. Un à deux milliards de personnes meurent de faim.

- **Brésilianisation**, 50 % : le problème climatique est plus ou moins résolu, le problème social s'étend à l'échelle mondiale jusque dans les pays aujourd'hui riches, pour aboutir à la brésilianisation, avec une classe supérieure élitare et une masse importante de pauvres.

- **Équilibre**, 35 % : le problème climatique est résolu, le problème social également, grâce à une gouvernance mondiale appropriée. Il en résulte un monde socialement équilibré et prospère, avec une économie organisée de manière durable et une éco-efficience nettement meilleure qu'aujourd'hui.

mation. Qu'en pensez-vous ?

Prenons les choses l'une après l'autre. Tout d'abord : il faut contrôler la croissance démographique. Je dirais que si nous faisons bien les choses, nous parviendrons à avoir une planète équilibrée et riche, où les femmes auront les mêmes droits que les hommes. Toute l'expérience historique montre que cela fait automatiquement descendre le taux de reproduction en dessous de deux, et le nombre d'humains diminue à nouveau. Nous le vivons déjà aujourd'hui en Europe. Je ne qualifierais pas cela de contrôle démographique, mais l'effet est évident.

Deuxièmement : réduire les émissions polluantes.

C'est clair et net. Une solution raisonnable pour dix milliards d'êtres humains qui veulent avoir une vie aisée doit être une solution qui limite autoritairement l'utilisation des ressources et la production de polluants. Cela ne peut être imposé que par une gouvernance mondiale. Il n'y a pas d'échappatoire.

Mais notre niveau de vie repose bel et bien, en grande partie, sur la consommation de ressources. Cela nous mène au troisième point : la réduction de la consommation.

Voilà justement l'erreur de raisonnement. Il faut abandonner l'idée qu'on ne peut avoir plus qu'en consommant plus de ressources. On peut peut-être même avoir plus en consommant moins de ressources, si nous lançons les innovations adéquates. C'est ce qui s'est toujours produit par le passé.

Est-ce maintenant le scientifique qui parle ou le « pessimiste optimiste » qui espère ?

Je commence généralement par aborder ce genre de questions de manière analytique, en scientifique, et j'en arrive à la conclusion qu'il faut augmenter fortement l'éco-efficience.

« Nous arrivons à un point où il ne sera plus guère aisé de trouver une issue. »

Je suis relativement certain que ce ne sont pas les questions techniques qui nous feront échouer, une fois que nous saurons quel est notre but et si nous parvenons à mobiliser l'argent nécessaire pour lancer les innovations indispensables. L'un des problèmes majeurs du marché financier des 15 dernières années est que certains produits financiers pervers ont eu des rendements si élevés que l'on totalement arrêté d'in-

vestir dans des innovations techniques fondamentales. Au fond, nous avons perdu deux décennies. L'un des avantages de la crise actuelle, c'est que l'on ne peut plus gagner d'argent aussi confortablement et que l'on va à nouveau investir davantage dans des innovations radicales.

Vous envisagez trois scénarios pour l'avenir : l'effondrement, la brésilianisation et l'équilibre (voir encadré à gauche). Est-ce que la crise accélère l'évolution ?

C'est un numéro de haute voltige. On ne pourra plus conserver longtemps le status quo. Dennis Meadows l'a observé avec justesse : nous avons perdu du temps. Mais nous avons encore le temps. Il y a 30 ans, cela aurait été plus facile que maintenant. Et maintenant, c'est plus facile que dans 30 ans. Mais nous arriverons un jour ou l'autre à un point où il ne sera plus possible de nous en sortir aisément.

Vous estimez la probabilité de la brésilianisation à 50 %, ce qui est très élevé. Qu'est-ce que cela signifie pour les Alpes ?

D'abord, dans certaines parties des Alpes, les conditions de vie ont tendance à être plus difficiles. Le niveau de vie y est plus bas. De vastes régions sont touchées par l'émigration. Dans ces territoires, la population s'appauvrit. Mais, en contrepartie, si l'on habite dans un espace naturel, on a souvent la possibilité de trouver du bois, on a peut-être sa propre source d'eau, on peut produire son énergie soi-même... Un cuisinier ne

Remplacer les querelles nationales par une gouvernance mondiale

La démocratie, selon Franz Josef Rademacher, est faite pour de petits espaces. Plus le contexte est vaste, plus il est difficile de prendre des décisions démocratiquement. Pour faire face aux défis de la mondialisation, il faut une gouvernance mondiale, une politique économique et structurelle à l'échelle du globe. Car « la mondialisation de l'économie sans mondialisation de la politique est un désastre. » L'objectif de cette politique est de résoudre les problèmes mondiaux sur la base d'un consensus entre les organes étatiques et les organisations supranationales. Une gouvernance mondiale de ce type est proposée par l'« Initiative pour un Plan Marshall Global », mouvement planétaire pour un monde équilibré. Cette plateforme rassemble des forces positives issues des milieux politiques, économiques et scientifiques, ainsi que de la société civile.

www.globalmarshallplan.org (de/fr/en)

meurt pas de faim, comme on dit. En revanche, pour les régions urbanisées des Alpes, la situation n'évoluera pas différemment de celles des autres régions d'Europe.

Cela veut-il dire que nous allons retourner de 60 à 80 ans en arrière ?

Plus loin encore. Nous devons apprendre à vivre avec beaucoup moins. Mais, en fin de compte, la situation des populations rurales alpines se dégradera relativement moins que celle des habitants des grandes villes, parce qu'elles sont plus proches des sources de production. D'un point de vue écologique, par contre, c'est une bonne nouvelle pour les Alpes. Les espaces naturels sont mieux protégés quand la pauvreté augmente. C'est ce qui est tragique dans notre humanité, car, en fin de compte, nous réalisons que le problème vient de nous-mêmes et de notre niveau de vie. Dans ce sens, la crise économique actuelle est bonne pour l'environnement. Toute crise économique fait radicalement baisser les émissions de CO₂.

Si l'effondrement se produit, comment cela se passera-t-il dans les Alpes et en Europe ?

L'effondrement écologique est le problème majeur auquel nous pouvons être confrontés. Cela peut vouloir dire qu'un à deux milliards de gens mourront de faim à relativement court terme. L'Europe est l'une des parties du monde qui peut encore s'approvisionner le mieux, même en situation d'effondrement. La question est de savoir quels seront alors les rapports de puissance. L'Europe sera-t-elle suffisamment organisée pour nourrir d'abord ses habitants plutôt que de vendre sa nourriture à l'Asie ? Ou bien approvisionnerons-nous les élites asiatiques avec les ressources alimentaires produites en Europe, au détriment de la population européenne ?

La question est donc : va-t-on mourir de faim ici ou ailleurs ?

Le fait est qu'il n'y a pas un à deux milliards, mais seulement 500 000 millions d'habitants dans toute l'Europe ... Cela signifie que les gens qui mourront de faim ne seront pas majoritairement ici. Mais plus question de valeur ajoutée au-delà d'une nourriture végétarienne

simple. Donc : pas de steak ! S'il n'y a pas de steak sauf pour l'élite en Europe, vous pouvez imaginer ce que cela veut dire pour les Alpes. Le braconnier y aura peut-être encore un morceau de viande, mais pas le commun des mortels.

Qu'avons-nous comme alternatives à ces scénarios très sombres ?

Nous pouvons marcher vers la catastrophe les yeux ouverts. Nous pouvons actionner le signal d'alarme juste avant l'effondrement et connaître la brésilianisation. Et nous pouvons, dès aujourd'hui, être suffisamment avisés pour convenir d'une gouvernance rai-

« Toute crise
économique fait
radicalement baisser
les émissions de
CO₂. »

sonnable à l'échelle mondiale qui induira le progrès technique adéquat et en fera profiter l'ensemble de la population mondiale. Cela nous donne 50 à 60 ans pour faire évoluer notre société industrielle vers la durabilité, en étendant celle-ci à toute la planète. Nous aurons alors un monde en équilibre, avec une économie éco-sociale de marché, dans lequel dix milliards d'humains pourront avoir un niveau de vie élevé et où la population diminuera à partir de 2050.

Pour le moment, nous en sommes encore à visser nos ampoules basse consommation et à faire des dons. Avons-nous réalistement la possibilité de faire autre chose ?

Nous subissons la situation, c'est clair, mais nous en sommes aussi les acteurs. Nous sommes condamnés à la subir par le simple fait que chacun de nous n'est que l'un des sept milliards d'habitants de cette planète finie. Tous ceux qui sont sur une autoroute embouteillée connaissent le problème : le bouchon, c'est nous. Le problème, c'est nous tous. Et aujourd'hui, notre problème majeur, c'est que nous sommes sept milliards sur cette planète et que nous n'aurions, raisonnablement, jamais dû en arriver là. Et nous serons sous peu dix milliards, soit 50 % de plus.

Et chacun de ces dix milliards d'individus veut davantage.

Avant toute chose, chacun de ces dix milliards d'humains veut accomplir sa vie. Chacun a des projets, qui consistent en général à vouloir encore plus. La plupart excellent dans ce type de projets. Et chacun sait ce qui se passe quand les conditions se resserrent et que les gens suivent leur plan sans scrupules. Ils font des pieds et des mains, la panique se déclenche, certains tombent à terre et sont piétinés à mort. Et dans la panique, on n'obtient rien de toute façon. C'est notre problème : nous sommes trop nombreux, nous voulons trop, et à la fin nous paniquons. Et en paniquant, nous aggravons encore le désastre. Nous devons prendre les bonnes décisions tant que nous avons encore un peu d'air, et nous en avons encore.

Cela signifie donc s'autolimiter ?

Cela signifie autolimiter ses ambitions. Abandonner l'idée qu'il devrait toujours y avoir plus de tout. Et surtout, arrêter de croire que nous sommes seuls sur terre. Nous aurons déjà fait un grand pas lorsque chacun de nous acceptera qu'il y a sept milliards d'autres gens sur la terre, autour de nous, qui ont des souhaits et des idées aussi légitimes que nous. Et que nos possibilités doivent être limitées afin de permettre à sept milliards de souhaits de se réaliser.

La crise a aussi sonné la fin de la croissance. Un monde sans croissance est-il une utopie ?

D'un point de vue économique-mathématique, un monde sans croissance ne pose pas de problème. Il serait toutefoix souhaitable que ce monde soit riche et équilibré. Dans un monde où des milliards d'êtres humains sont vraiment pauvres, l'idée de ne pas avoir de croissance est une horreur. Si vous répartissez entre dix milliards d'individus ce que nous avons aujourd'hui comme création de richesse sur la planète, ça ne fait pas grand-chose par personne. ■

Barbara Wülser
CIPRA International

Le retrait planifié : un nouvel enjeu pour l'aménagement du territoire

Planifier la décroissance

La poste a fermé depuis belle lurette, l'épicerie du village a fait faillite, l'école a été transférée dans une agglomération voisine. Pourtant, de nombreuses régions structurellement faibles continuent à miser sur la croissance au lieu de se tourner vers une planification tenant compte des enjeux de la décroissance. Des enjeux auxquels l'aménagement du territoire ne pourra plus se soustraire à l'avenir.

© Marzia Verona



Tristes perspectives : les vieux sont souvent les seuls à rester au village et les maisons tombent en ruine, comme à Bourcet (Val Chisone) dans les Alpes occidentales piémontaises.

« Il y a crise quand l'ancien meurt et que le nouveau ne parvient pas à naître. » Ces mots d'Antonio Gramsci, maître à penser italien, nous invitent en temps de crise à ne pas nous concentrer uniquement sur l'amélioration de l'existant, mais à chercher des voies radicalement neuves pour sortir de la crise en ouvrant de nouvelles perspectives.

Sous nos latitudes, les crises écologique et économique actuelles semblent avoir définitivement sonné le glas de l'objectif d'une croissance permanente et omniprésente, désormais considérée comme un mythe dépassé. La croissance est un processus limité dans le temps, et toute croissance naturelle est limitée vers le haut. Dans le sens de Gramsci, nous devons donc accorder à l'avenir beaucoup plus d'attention au phénomène de la décroissance.

Une planification coupée de la réalité

Dans les régions structurellement faibles comme il en existe beaucoup dans les Alpes, les paramètres-clés tels que le nom-

bre d'habitants, l'emploi ou les performances économiques régionales sont en baisse depuis des décennies. Malgré tout, l'aménagement du territoire continue à définir des objectifs de croissance pour le développement régional, au lieu de se résoudre à organiser et accompagner activement les processus de décroissance. L'une des raisons de cette attitude est liée au fait que l'aménagement du territoire se rattache dans ses fondements théoriques aux sciences économiques : les phénomènes de recul sont fondamentalement perçus comme des « échecs systémiques », des dysfonctionnements indésirables sur la voie de la croissance, qui est par principe illimitée. La réticence envers les processus de décroissance est très répandue parmi les acteurs de l'aménagement du territoire. Même si, au niveau régional et local, les décideurs sont parfaitement conscients de ce qu'ils appellent « le recul général du développement », il est hors de question pour eux d'organiser et d'accompagner activement les processus de décroissance. Ils continuent à miser sur la croissance, et excluent d'emblée

les options possibles de « consolidation » et de « retrait maîtrisé ». De ce fait, ils ne sont pas préparés aux reculs qui ne cessent de se produire dans la réalité.

Le calme au lieu de l'agitation

Une planification intégrant la décroissance doit tenir compte de différents aspects. Il s'agit d'une part de développer des visions positives pour les régions en décroissance. C'est ainsi que, dans sa vision intitulée « Paix aux paysages », Wolfgang Engler recommande de faire des régions décroissantes des « espaces de calme et de régénération ». Au lieu de vouloir rapprocher leurs conditions de vie de celles des régions de croissance en termes quantitatifs, on devrait chercher à analyser ce qui fait la qualité de vie d'une région. Ce sont des régions où la vie est plus calme, plus lente et plus frugale, parce que la proportion de personnes âgées y est plus élevée que dans les régions de croissance. Ce sont aussi des territoires qui privilégient les relations économiques régionales, et où le coût de la vie est plus bas que dans les agglomérations en pleine expansion.

Un des autres aspects est la nécessité d'assurer un approvisionnement de base dans les régions structurellement faibles, y compris dans des conditions économiques difficiles. Des fournisseurs polyvalents peuvent par exemple assurer l'approvisionnement de proximité. On peut aussi envisager la

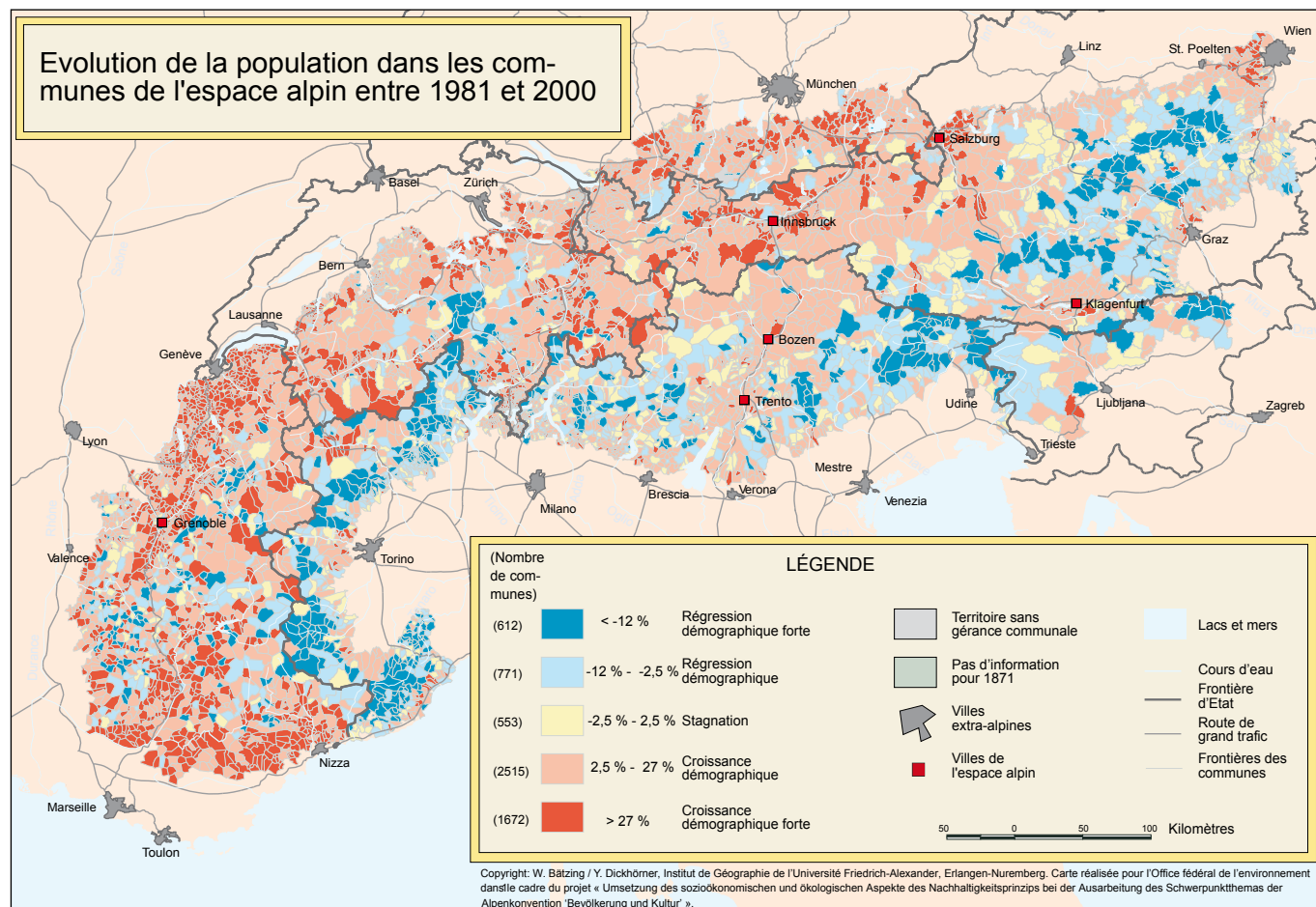
mise en place de systèmes régionaux d'approvisionnement en énergie, ou des services plus souples avec des bus à la demande et des prestataires de service mobiles.

L'aménagement du territoire joue un rôle charnière

Dans les territoires en décroissance, toute extension des zones urbanisées entraîne une sous-utilisation des structures existantes, qui constitue une dépréciation de fait du territoire. Il faut donc stopper tous les mouvements d'extension, et résoudre à la place le problème des bâtiments inutilisés ou sous-utilisés, et celui de la surcapacité des infrastructures.

A l'heure actuelle, les plans d'aménagement du territoire sont conçus pour transformer les espaces verts en zones constructibles. Il s'agit donc d'adapter et de développer les outils d'aménagement du territoire. Il doit être possible de réaménager les agglomérations existantes.

Toucher aux zones urbanisées ne doit plus être un tabou. Une décroissance supportable pour la société exige beaucoup de doigté, non seulement dans la planification, mais aussi et surtout dans la phase de négociation. Cela signifie qu'à leur rôle de planificateurs, les acteurs de l'aménagement du territoire doivent ajouter ceux de négociateurs, de médiateurs et d'animateurs. La maîtrise des processus de décroissance peut ainsi devenir une épreuve de vérité en matière de bonne gouvernance.



Disparité des évolutions : les régions les plus fortement touchées par la baisse démographique sont les Alpes italiennes et les régions situées dans la partie orientale des Alpes.

Financer la qualité de vie plutôt que les infrastructures

Repositionner l'aménagement du territoire coûte cher, organiser la décroissance aussi. Cet argent doit être retiré aux projets d'aménagement et d'extension devenus inacceptables en terme de durabilité, pour être investi dans la « consolidation » et le « retrait maîtrisé ». Les fonds doivent être utilisés pour la formation, les négociations, les projets de réaffectation ou de réduction de bâtiments, la décontamination de sites et les améliorations immatérielles de la qualité de vie dans les territoires en décroissance.

L'aménagement du territoire n'est pas en mesure, à lui seul, de faire de la décroissance un sujet qui s'impose dans le débat public. Il doit collaborer avec des partenaires stratégiques issus d'autres disciplines, parfois mieux placés pour organiser les processus de décroissance de façon efficace et convaincante, dans le contexte des grands thèmes actuels : crise économique et financière, changement climatique, difficultés d'approvisionnement en énergie et en matières premières, évolution démographique ou solutions alternatives en matière de transports. ■

Gerlind Weber

Université des ressources naturelles
et des sciences de la vie appliquées Vienne/A

G. Weber, J. Schmid, K.-M. Höferl,

G. Stöglehner, M. Kramer, V. Peer :

Schrumpfung, die Achillesferse der (Raum)Planung.

Etude réalisée pour le Club de Vienne, Vienne 2005.

La politique accepte-t-elle le défi ?

Pour accompagner le processus de décroissance, il faut une volonté politique. Les cantons montagnards suisses des Grisons et d'Uri ont lancé la discussion il y a un an avec un rapport sur les territoires à faible potentiel. Ils voulaient montrer ce qui se passe si on laisse se poursuivre la tendance – baisse de la natalité, émigration, perte d'emplois, etc. – sans redresser la barre. Trois scénarios possibles sont présentés : croissance, reprise ou décroissance.

Selon le rapport, la non prise en compte des régions en décroissance reflète la réponse actuellement donnée par la Suisse à la question des territoires à faible potentiel. Les auteurs du rapport estiment que cette attitude manque d'honnêteté, autant envers les habitants des territoires concernés que vis-à-vis de la population du reste du canton. D'après eux, le processus de décroissance accompagnée offre de nouvelles opportunités, et est déjà réalisable avec les instruments actuels. Ils définissent également comme objectif possible la retraite intégrale, c'est-à-dire l'évacuation forcée et la renaturation de vallées, qui offrirait de nouveaux potentiels pour les prochaines générations. Mais ils jugent cette solution peu réaliste, pour des raisons politiques.

Le rapport a déclenché de vives réactions. Les régions concernées se sont senties abandonnées, comme l'explique Stefan Engler. Pour le conseiller d'Etat du canton des Grisons, c'est une réaction très compréhensible. L'optique de gestion entrepreneuriale très marquée risque de faire oublier l'aspect humain. « Accompagner la décroissance fait penser à l'accompagnement vers la mort » déclare Engler. Capitulation et perte du pays natal sont alors considérées comme liées. « Parler de retraite intégrale est une discussion académique et coupée de la réalité, parce qu'elle oublie les gens et leur enracinement ! »

Les Grisons, semble-t-il, ne font rien dans le sens d'une décroissance accompagnée. Pour le conseiller d'Etat, le rôle des élus est d'aider les habitants de ces régions à s'en sortir eux-mêmes, dans la mesure où ils le souhaitent. L'amélioration des structures devrait renforcer les conditions nécessaires à un développement autodéterminé. Les Grisons cherchent à cet effet des régions pilotes.

Entre temps, la discussion sur la décroissance a été de nouveau enterrée par les politiques. L'accent est mis désormais sur les scénarios de croissance et de reprise. ■

Barbara Wülser
CIPRA International

L'ancienne RDA, précurseur en matière de déconstruction urbaine

L'exemple de l'Est

La population des grandes métropoles mondiales explose. En même temps, des villes comme Détroit ou Liverpool sont touchées par l'exode urbain. Dans les Alpes aussi, des villes et des villages dépérissent. Pourtant, la déconstruction urbaine est un thème qui n'est pratiquement pas discuté. Un coup d'œil au-delà des Alpes montre comment aborder dans la pratique le phénomène du retrait urbain.

Avec la disparition de la RDA, la ville d'Aschersleben en Saxe-Anhalt a perdu environ 10 000 emplois. Alors qu'au moins 33 700 personnes vivaient encore dans cette ville industrielle en 1990, il n'en restait plus que 27 300 en l'an 2000. Ce sont surtout les jeunes qui ont émigré, tandis que les plus âgés restaient dans les immeubles presque vides. Cela a entraîné, dans certains quartiers, une sous-utilisation problématique des infrastructures techniques et sociales.

De nombreuses localités des Alpes se battent avec des problèmes structurels similaires. Dans certaines régions de montagne, la modernisation de l'industrie et de l'artisanat a laissé de lourdes traces. La ville d'Eisenerz en Autriche (voir encadré) en est un exemple.

Rénovation urbaine à grande échelle

Vu des Alpes, ce qui se passe dans l'Est de l'Allemagne est un peu comme une projection vers le futur. En 2002, un programme d'aide à l'urbanisme intitulé Stadtumbau Ost (Restructuration urbaine à l'Est) a été lancé par l'Etat fédéral et les Länder, pour permettre d'engager des mesures de déconstruction et

de revalorisation dans les communes en déclin. Ces mesures, qui touchent actuellement 400 villes et villages, devraient permettre d'améliorer durablement la qualité de la vie, de l'habitat et du travail dans ces localités.

A Aschersleben, des actions sont également financées dans le cadre de ce programme. Par ailleurs, la commune est l'une des 19 villes modèles de l'IBA (Exposition internationale d'architecture) de Saxe-Anhalt. Les IBA ne sont pas des expositions au sens traditionnel du terme, mais de véritables laboratoires pour l'avenir des villes en mutation démographique, permettant de tester différents outils de rénovation urbaine.

De nouvelles perspectives d'avenir pour la population

La stratégie de redéveloppement urbain adoptée par Aschersleben est celle du rétrécissement vers l'intérieur. Les sites périphériques sont démolis, tandis que le noyau urbain est revitalisé par des mesures encourageant le retour des logements au centre-ville. La reconversion d'un ancien bâtiment industriel a été la première étape de la mise en place d'un pôle de formation attractif. Plusieurs unités d'habitation ont été rasées. Diverses expositions et installations artistiques revalorisent les terrains vagues et le bâti ancien. Cette « Drive Thru Gallery » constitue, avec des espaces verts nouvellement créés ou régénérés, la nouvelle carte de visite de la ville. L'information et la sensibilisation de la population sont un élément essentiel du processus de retrait. Pour de nombreux habitants, en effet, la mort de leur ville est liée non pas au déclin en soi, mais aux mesures de démolition. Dans l'Est de l'Allemagne, près d'un habitant sur deux vit dans une commune où l'on démolit des bâtiments. L'Ouest

du pays lui emboîte le pas. Depuis 2004, le programme d'aide à l'urbanisme Stadtumbau West (Restructuration urbaine à l'Ouest) réagit aux changements structurels économiques et démocratiques à l'Ouest.

Dans les Alpes aussi, par exemple en Suisse, des communes se regroupent pour supprimer des structures parallèles ou utiliser plus efficacement les structures existantes. Contrairement à l'Allemagne orientale, où de grands centres et même des régions fusionnent, la coopération dans les Alpes se limite la plupart du temps à des communes isolées et de petite taille. Les mesures de redéveloppement sous forme de déconstruction urbaine y restent en revanche tabou (cf. p.19).

Elisabeth Mair

CIPRA International

www.bmvbs.de (de/en)

www.iba-stadtumbau.de (de/en)

Eisenerz/A – un exemple dans les Alpes

Eisenerz est l'une des rares communes de l'arc alpin qui réagit au déclin de la ville par des mesures de démolition. Cette ville est située en Styrie, au pied de l'Erzberg où prospérait jadis l'exploitation du minerai de fer. Avec la technologisation de l'industrie minière, de nombreux emplois ont été supprimés. Plus de la moitié de la population a émigré. En 2005, la ville a lancé un vaste programme de restructuration urbaine intitulé « redesign Eisenerz ». Ce programme prévoit la démolition et la reconversion du bâti résidentiel, ainsi que la concentration des logements dans des bâtiments réhabilités bien situés. Les mesures de restructuration ne sont cependant pas encore aussi avancées qu'en Allemagne orientale.

www.eisenerz.at/redesign (de)



© Ursula Achternkamp

La rivière Eine renaturée contribue à la nouvelle image de la ville d'Aschersleben.

« Alliance dans les Alpes » s'engage en faveur de mesures climatiques soutenables

Les communes en réseau au service du climat

Le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » active le thermostat climatique : les 270 communes membres intensifient leur travail pour protéger le climat de manière durable et favoriser les adaptations aux changements climatiques. Le nouveau programme « dynAlp-climate » les aide dans leur action.



Quelles stratégies pour les communes face au changement climatique ? Visite de la chaufferie collective à biomasse de Götzis/A, dans le cadre de la conférence « Les communes font le climat ».

La lutte contre le changement climatique est un sujet en vogue. Cependant, étant donné l'urgence, il est à craindre que dans le cadre des mesures déployées dans ce sens, en particulier dans les Alpes, la durabilité et la protection de la nature ne passent à la trappe.

Le nouveau programme dynAlp-climate d'« Alliance dans les Alpes » veille au grain depuis juillet 2009. Le Réseau de communes soutient ses membres dans leur approche soutenable du changement climatique. Par le biais d'informations, de conseils et de formations, l'Alliance donne à ses membres un aperçu des options possibles. Tirer profit des expériences des autres membres du Réseau est au cœur du travail de l'Alliance.

Des échanges par-delà les frontières

Des membres français de l'Alliance ont découvert lors d'un voyage dans le Vorarlberg/A en septembre 2009 des communes pionnières dans le domaine de la construction en bois régional efficiente au plan énergétique. En novembre 2009, les communes de Basse-Engadine ont participé à une conférence sur l'avenir à Tschlin/CH, où elles se sont penchées sur les questions du développement régional. L'objectif était de faire un état des lieux et de lancer de nouvelles activités pour lutter contre le changement climatique tout en générant de la

richesse, en ménageant les ressources naturelles et en encourageant l'identité culturelle et la vie en société.

L'échange suprarégional est aussi très important. Lors d'une conférence internationale réunissant le Réseau de communes et la CIPRA à Mäder/A en janvier, des mesures d'atténuation du changement climatique sélectionnées dans tout l'arc alpin ont été présentées dans les quatre langues alpines et discutées lors d'une table ronde. Les mesures d'adaptation, en particulier dans le domaine du tourisme, seront abordées à Kamnik/SI lors de la Conférence annuelle d'« Alliance dans les Alpes » (voir page 22, Par monts et par vaux).

Œuvrer ensemble pour la qualité de la vie dans l'espace alpin

Le projet qui a précédé dynAlp-climate, intitulé DYNALP², était consacré au développement durable et à l'application de la Convention alpine et a démontré les effets positifs des aides ciblées. C'est pourquoi, dans la deuxième phase de dynAlp-climate, le Réseau de communes souhaite de nouveau soutenir financièrement des mesures d'adaptation et d'atténuation engagées dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (voir encadré). Grâce aux mesures de sensibilisation déjà évoquées et grâce aux liens avec le projet cc.alps de la CIPRA, qui répertorie et évalue les me-

sures climatiques exemplaires, les projets de dynAlp-climate sont dans de bonnes conditions pour contribuer à une approche soutenable du changement climatique. ■

Claudia Pfister
CIPRA International

Lancement des projets climatiques dans les communes

Grâce au soutien financier de la fondation MAVIA pour la protection de la Nature, le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » peut à nouveau, dans le cadre du programme dynAlp-climate, aider ses membres à mettre en œuvre la Convention alpine. Les communes membres du réseau, ou qui souhaitent le devenir, peuvent obtenir une aide technique ou financière pour des activités ayant un impact positif sur le climat ou pour des initiatives permettant de s'adapter aux conséquences du changement climatique.

Des informations plus précises seront communiquées au début de l'été. Les communes intéressées peuvent d'ores et déjà prendre contact avec l'animateur « Alliance dans les Alpes » présent dans leur région ou pays.

www.alliancealpes.org (de/fr/it/sl)

Alliance dans les Alpes

Nouvelles stratégies climatiques pour les communes

Avec le nouveau programme dynAlp-climate, le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » se consacre entièrement au thème du climat. Les 21 et 22 janvier 2010 s'est tenue, à Mäder/A, la conférence internationale du Réseau de communes et de la CIPRA, intitulée « Les communes font le climat – mesures de réduction au banc d'essai ». Cette manifestation a permis aux 130 participants d'échanger leurs expériences et d'obtenir des informations de première main sur les projets communaux actuels. Le dossier de la conférence, les présentations et de brèves interviews avec les intervenants et les participants sont disponibles sur le site web.

La Conférence annuelle d'« Alliance dans les Alpes », qui se réunira les 4 et 5 juin prochains à Kamnik/SI, sera elle aussi consacrée au changement climatique, mais cette fois sous l'angle des mesures d'adaptation, en particulier dans le domaine du tourisme. Le réseau recherche de nouvelles stratégies pour s'éloigner du tourisme « tout hiver » et « tout ski », et développer le tourisme sur l'ensemble de l'année, avec des offres durables, proches de la nature et de la culture régionale.

www.alliancealpes.org (de/fr/it/sl)

CIPRA Suisse

La Convention alpine dans la file d'attente

Après le refus du Conseil national suisse d'entamer la procédure de ratification des protocoles de la Convention alpine, le Conseil des Etats en a fait autant. Pour des raisons de temps, la commission chargée de l'examen préalable a rayé purement et simplement de l'agenda ce point pourtant inscrit à l'ordre du jour. La décision du Conseil fédéral de 2001 devra encore attendre pour être traitée par le Parlement.

www.cipra.ch (de)

Convention alpine

Les jeunes s'entraînent à la politique

Des lycéennes et lycéens de tous les pays alpins se sont rencontrés récemment à Rosenheim/D pour discuter pendant une semaine de nature, d'économie et de questions sociales. Il s'agissait d'une simulation de parlement, dans laquelle les jeunes se sont mis dans la peau des élus et ont appris à informer, argumenter et présenter leurs positions.

Dans le cadre du Parlement des Jeunes, les lycéennes et lycéens acquièrent de précieuses expériences pour l'avenir, et montrent que la jeunesse a la volonté et l'engagement nécessaire pour faire bouger les choses. Le Parlement des Jeunes de la Convention alpine est une initiative de la Convention alpine et de l'Akademisches Gymnasium d'Innsbruck/A. Les résultats des débats sont transmis au Secrétariat permanent et présentés au Comité permanent et à la Conférence alpine.

www.jugendparlament.tsn.at (en)

CIPRA

Macrorégion alpine – oui, mais avec une identité commune

Le 12 mars 2010, des représentantes et représentants des cantons, des régions, des Länder et des provinces de cinq Etats alpins ont réclamé à Mittenwald/Bavière (D), dans une déclaration commune, la création d'une macrorégion européenne dans les Alpes. Pour la CIPRA, cette macrorégion n'a d'avenir que si elle est construite en étroite collaboration avec la Convention alpine, et non en concurrence avec elle. La CIPRA s'étonne que la déclaration ne précise pas le territoire que couvrirait cette région. En outre, la restriction thématique au seul développement régional est difficile à comprendre. La Convention alpine offre une approche nettement plus large des enjeux alpins. L'intégration des instances de la Convention alpine, des collectivités locales et régionales et des organisations observatrices est donc capitale.

www.cipra.org/fr/presse/pressemitteilungen

Continuum écologique

Nouvelle brochure sur les réseaux écologiques

Qu'est-ce qu'un réseau écologique ? Comment et par qui est-il mis en place ? Quel est le rôle des différents acteurs et actrices ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles répond une brochure qui vient de paraître : « Nature sans frontières : des réseaux écologiques pour une plus grande biodiversité dans les Alpes ». Cette brochure de 12 pages, publiée par ALPARC, la CIPRA, ISCAR et le WWF, est disponible en allemand, en anglais, en français, en italien et en slovène. Pendant l'année internationale de la biodiversité de l'ONU, l'Initiative Continuum écologique lance toute une série d'activités pour sensibiliser le public à l'importance des réseaux écologiques pour le maintien de la biodiversité dans les Alpes. Citons, par exemple, le « think tank » (pôle de réflexion), groupe d'expertes et experts de tous les pays alpins, qui doit mettre sur les rails de nouveaux projets à long terme pour favoriser la connectivité écologique.

www.alpine-ecological-network.org (en)



La nouvelle brochure sur les réseaux écologiques est l'œuvre conjointe d'ALPARC, de la CIPRA, d'ISCAR et du WWF.

CIPRA International

6 arrivées pour 3 départs
au secrétariat international

Trois personnes ont quitté CIPRA International l'an dernier, et six y sont rentrées. La tendance est donc à la croissance pour la CIPRA, à l'encontre de certains indices publiés dans cette revue.

Après cinq ans à la CIPRA où il était responsable de la newsletter alpMedia et du projet climalp, Felix Hahn, d'origine suisse, a accepté un nouveau défi à la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage. L'Autrichien Stefan Arlanch a conduit pendant un an les destinées de climalp et de Network Enterprise Alps – NENA (réseau d'entreprises alpines), avant de prendre un nouveau poste à Feldkirch/A. La Suisseuse Anita Wyss est responsable d'alpMedia depuis le début de l'année dernière, et de climalp depuis le début de cette année.

Autre nouvelle recrue à la CIPRA : Lisa Alexandridou, qui possède la double nationalité gréco-allemande, travaille pour le projet cc.alps et le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes ». Le service de communication est renforcé par Verena Cortés, qui possède la double nationalité austro-suisse. Elle est la seule de l'équipe à habiter au Liechtenstein.

L'auxiliaire autrichienne Anna Loibner a quitté la CIPRA à la fin de ses études. Sa tâche est reprise par sa compatriote Helga Kremser. La CIPRA retrouve, en Kirsten Dittrich, une collaboratrice allemande appréciée de vieille date. Enfin, Marie Billet est venue renforcer les compétences linguistiques de la CIPRA en français. ■

www.cipra.org (de/fr/it/sl)

Vous prendrez bien un peu de croissance, aujourd'hui ?

Tout le problème vient de la satisfaction : nous sommes bien trop satisfaits, et donc trop inertes. Même consommer ne nous tente plus guère. En cela, nous représentons un réel danger pour la croissance et pour l'humanité.

Dites-moi, honnêtement : avez-vous déjà fait quelque chose aujourd'hui pour la croissance ? Vous avez sans doute traîné toute la journée, en étant parfaitement satisfaits. En réalité, vous avez seulement l'impression d'être satisfaits. Cette sensation de satisfaction subjective est un poison pour l'humanité : les gens qui se sentent satisfaits ne contribuent en rien au bonheur de la consommation. J'aime autant vous le dire : sans croissance, vous ne pouvez pas vous sentir bien. Vous devez surmonter ce lamentable sentiment de satisfaction et aider la consommation à se relever.

Les temps sont loin où l'économie était uniquement là pour satisfaire les besoins fondamentaux des humains. Aujourd'hui, ce sont les humains qui sont là pour garantir la croissance de l'économie. Ils en profitent eux-mêmes, puisque la théorie le dit : la productivité ne cesse d'augmenter grâce aux progrès techniques. Le même nombre de personnes peut donc produire toujours plus de biens, et proposer toujours plus de services. Mais bien sûr, si, au bout de la chaîne, la quantité de biens et de services consommés n'augmente pas en permanence, il y aura besoin de moins en moins de gens au début de la chaîne, côté production.

Nous avons donc bien raison de consommer allègrement sans hésiter, de construire sur les derniers espaces verts et de gaspiller les dernières gouttes de pétrole. En soi, c'est déjà une bonne chose, et, en prime, nous profiterons aussi de la multiplication des dégâts environnementaux, des catastrophes climatiques et des guerres. Les réparations qui s'ensuivent coûtent à leur tour beaucoup d'argent, ce qui augmente pour finir le produit national brut et contribue à la croissance économique. Et ce n'est pas tout, il nous faut aussi plus d'accidents de la circulation et plus de délits de violence, car ils entraînent plus de frais d'hôpitaux, et donc à nouveau plus de croissance, et ainsi de suite.

Il y a quelque chose qui ne va pas, dites-vous ? Arrêtez de penser et commencez enfin à croître, au nom du bien-être et de la satisfaction. Pour les siècles des siècles, Amen. ■

Andreas Götz

Andreas Götz
Directeur CIPRA International

© Michael Zanghellini



Bande-annonce Alpenscène n° 94



© gegenverkehr Lienz - www.go-lienz-osttirol.net

Mégaprojets : la bourse ou la vie !

La construction de résidences secondaires dans les Alpes profite souvent plus à l'industrie du bâtiment qu'à la création de valeur touristique pour la région. Les grands projets de tunnels ferroviaires transalpins et les nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA) en Suisse (photo) sont soutenus par le lobby de la construction et combattus un peu partout par les organisations écologistes. Cela donne à penser que les grands projets dans les Alpes ne servent pas toujours l'objectif affiché par leurs promoteurs. Il ne s'agit bien souvent que d'argent. De beaucoup d'argent. Dans le prochain Alpencène n° 94, la CIPRA explore la logique de ce type de grands projets et démontre comment, une fois construites, certaines infrastructures deviennent des réalités aussi indésirables qu'irréversibles. **Parution en octobre.**